ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Stratégie de lutte contre la covid-19

Question au Gouvernement n° 3899

Texte de la question

STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

M. le président. La parole est à M. Alain Ramadier.

M. Alain Ramadier. Monsieur le Premier ministre, le nombre de cas de covid ne cesse d'augmenter, nos hôpitaux et nos services de réanimation sont saturés.

M. Pierre Cordier. Où sont les lits supplémentaires ?

M. Alain Ramadier. La situation devient de plus en plus préoccupante, et en même temps, la stratégie vaccinale n'est clairement pas à la hauteur de la gravité de la situation. Nous le savons, vous le savez aussi, monsieur le Premier ministre, le vaccin est notre seule arme…

M. Pierre Cordier. Et votre bras, monsieur le Premier ministre, ça va mieux ?

M. Alain Ramadier. …pour espérer une sortie de crise et le retour à la vie normale tant espérés par les Français. En Île-de-France, en particulier en Seine-Saint-Denis, nous ne pouvons plus attendre : le taux d'incidence atteint presque 800 cas pour 100 000 habitants. Plus inquiétant encore : il est de près de 2 000 cas pour la tranche d'âge 10-19 ans.

Bien que les écoles, collèges et lycées respectent depuis des mois un protocole sanitaire strict, il reste des lieux où le virus circule, en témoigne le nombre de classes fermées, qui atteignait 3 256 vendredi. « Nous ne fermerons les écoles qu'en dernier recours » : ce sont vos mots, et nous comprenons tous parfaitement ici la nécessité vitale qu'est l'école pour nos enfants. Mais n'est-il pas pire, pour les élèves et les parents, de vivre au gré des fermetures puis réouvertures de classe au moindre cas de covid, comme aujourd'hui ?

Alors que la situation devient alarmante, monsieur le Premier ministre, nous avons du mal à comprendre la stratégie du Gouvernement.

M. Maxime Minot. Il n'y en a pas !

M. Alain Ramadier. Faute de mieux, pourquoi ne pas faire comme en Angleterre, où des autotests réalisables à domicile sont distribués aux enseignants et aux élèves ? Nous avons besoin de visibilité ; nous avons besoin d'anticipation. Nos soignants sont épuisés : depuis un an, ils font face avec courage et dévouement à l'accroissement du nombre des malades. Quelle est donc votre stratégie en vue de faire de l'école un lieu sûr ? Ne serait-il pas plus prudent et raisonnable d'avancer de deux semaines les vacances scolaires, comme l'a proposé la présidente de la région Île-de-France, afin que ce répit permette de vacciner les enseignants et le

personnel soignant ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé.* Je vous remercie de votre question. Vous avez raison de la juger importante. Comment concilier la lutte contre une épidémie qui dure, qui épuise en effet les soignants, mais aussi les Français dans leur ensemble, dont les victimes se multiplient jour après jour, avec l'exercice des libertés individuelles et collectives, avec le maintien d'un certain niveau d'éducation pour nos enfants ? Vous êtes attaché à tout cela ; nous aussi. Comment donner des perspectives aux Français ? C'est tout l'enjeu auquel nous faisons face.

M. Pierre Cordier. Depuis des mois !

M. Olivier Véran, *ministre .* Vous le savez : selon les zones où le virus circule plus ou moins vite, nous prenons des mesures proportionnées, territorialisées, en concertation avec les élus locaux. Depuis un an, nous avons bel et bien sanctuarisé l'éducation, fondamentale pour notre pays. Nous le revendiquons ; à l'heure des bilans, nous n'avons pas à en rougir. Vous pouvez nous accorder cela : cette sanctuarisation de l'école constitue une valeur ajoutée à la stratégie française. Encore une fois, cela n'empêche malheureusement pas que le virus y circule, que les grands enfants, collégiens, lycéens, courent le risque de le transmettre – moins aux personnes rencontrées dans la journée qu'aux autres membres de leur famille, lorsqu'ils rentrent chez eux. Nous ne nions pas qu'un enfant puisse contaminer un adulte et réciproquement,…

M. Michel Herbillon. Ce n'est pas nouveau !

M. Olivier Véran, *ministre .* …surtout depuis que le variant britannique a changé la donne. C'est pourquoi nous avons adapté les protocoles sanitaires.

M. Michel Herbillon. Les professeurs, il faut bien les remplacer !

M. Olivier Véran, *ministre .* C'est pourquoi, si besoin est, nous fermons des classes ; c'est pourquoi les questions que vous posez sont aussi les nôtres.

Notre boussole, c'est la protection des Français. Nous ne laisserons pas saturer les hôpitaux, nous ne laisserons pas quelque médecin que ce soit devoir, au moment d'opérer, trier les malades. C'est impossible ! La protection des Français primera toujours : nous pouvons tous tomber d'accord sur ce point. Nous suivons au jour le jour l'évolution de l'épidémie : dans vingt-quatre ou quarante-huit heures, nous verrons si les mesures prises il y a dix jours commencent à produire leur effet – ou pas –, et nous prendrons au besoin d'autres mesures afin de protéger nos concitoyens. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : M. Alain Ramadier
Circonscription : Seine-Saint-Denis (10e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3899
Rubrique : Santé
Ministère interrogé : Solidarités et santé
Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 31 mars 2021
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 31 mars 2021